CONFRONTATIONS

Le choix de l'Union

Tribune de Confrontations Europe



PRÉSENTATION

Le choix crucial qui s'annonce dimanche 24 avril engage la France et l'Europe pour les cinq années à venir, au moment où, à peine remis de la pandémie de Covid-19, le continent européen est confronté pour la première fois depuis 1939 à un conflit armé majeur.



Depuis plus de cinquante ans, les peuples européens œuvrent à la construction d'une Europe humaniste et démocratique, compétitive et solidaire, une Europe plus proche de ses citoyens. À l'heure où se prépare le second tour de l'élection présidentielle française, nous ne pouvons rester silencieux, quels que soient nos origines et nos différences politiques, syndicales, passées ou présentes, et il nous apparaît urgent d'affirmer et de confirmer sans ambiguïté le choix de l'Union européenne, de ses valeurs, condition d'une vraie souveraineté et du développement durable.

Nous assumons l'histoire de l'Europe dans son intégralité, conscients de ses faiblesses et de ses limites, mais aussi de ses réussites, dont les plus récentes : la gestion collective de la pandémie de Covid-19 et l'adoption d'une stratégie européenne en matière de vaccin, l'élaboration d'un plan de relance solidaire pour nos économies, la condamnation unanime face à l'invasion brutale de l'Ukraine par la Russie, accompagné d'un soutien concret sur le plan économique, humanitaire et militaire.

Nous défendons une Europe des valeurs, garante de la démocratie représentative et des libertés fondamentales de 450 millions de citoyens. Cette Europe est notre histoire commune depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Nous savons ce que nous lui devons. Elle s'est bâtie par le droit, développée dans la démocratie avec nos partenaires, dans un dialogue permanent et historique. Elle réaffirme le droit des Européens à la dignité, à la liberté d'expression et d'information, à la liberté de réunion et d'association, à l'égalité de chacun face au pouvoir, à la diversité culturelle et religieuse, à l'égalité entre les hommes et les femmes... Ces droits ne sont pas imposés de l'étranger, mais sont le prolongement des progrès et des débats que nous portons dans notre pays et chez nos partenaires. Ces droits humains sont la fierté de la France et le fondement de notre ambition commune. A l'heure des attaques et des remises en question fondamentales en Europe et ailleurs, nous réaffirmons que ces valeurs sont notre socle commun, la raison d'être de notre Union, notre boussole dans les crises.

Nous défendons une Europe qui sache affirmer sa puissance sur la scène internationale, face aux rivalités systémiques qui émergent aux confins du monde, et au retour de la guerre sur notre continent. Cette Europe doit s'incarner dans la construction d'une vision stratégique commune, par une Union consciente des menaces qui l'entourent et qui ne peut plus se reposer sur le seul bouclier de l'Alliance Atlantique. L'élaboration de la boussole stratégique doit être accompagnée d'une capacité d'investissement commune à 27 pour contribuer à l'émergence d'une industrie de défense à l'échelle européenne. Cette ambition s'inscrit dans l'affirmation d'une autonomie stratégique européenne, qui se veut le prolongement des souverainetés nationales, sans les diminuer, ni les effacer. Cette ambition mondiale de l'Union s'incarne aussi dans son rapport avec les pays du Sud, et spécialement dans une communauté de destin avec l'Afrique. Nous défendons ainsi l'émergence d'un Pacte européen pour les migrations dans une double dimension : le soutien au développement des pays d'origine ainsi que l'harmonisation des conditions d'entrée et de circulation au sein du marché unique pour les hommes et les femmes venus de pays tiers.

Nous défendons enfin une Europe garante d'une croissance économique durable, autour de ses acquis historiques : la monnaie et le marché unique. Nous entendons penser l'Europe comme un acteur économique central pour les décennies à venir, en assumant le changement de paradigme



qu'impose l'urgence climatique et l'ambition de devenir le premier continent neutre en carbone à l'horizon 2050.

Notre Union est, dans ce contexte, l'échelle pertinente pour repenser un modèle énergétique débarrassé de la dépendance au charbon, au pétrole et au gaz, tout en protégeant les plus vulnérables de la précarité énergétique. Cette transition devra se fonder sur l'innovation issue de la recherche européenne pour aboutir à un mix énergétique décarboné, dans un équilibre entre les technologies de pointe et les énergies renouvelables. Ce modèle européen s'inscrit dans la transition numérique de nos économies, condition nécessaire pour embrasser pleinement les opportunités de la quatrième révolution industrielle. Celle-ci appellera une gestion collective et solidaire des données, la montée en compétence numérique des travailleurs européens, et le renforcement des infrastructures nécessaires au bon fonctionnement du marché unique (communication, transport, paiement...).

L'Europe se caractérise par un haut niveau de protection sociale, plus que jamais nécessaire pour accompagner les bouleversements qui viennent. Il doit être préservé et renforcé en permettant l'éducation, l'emploi et la formation, l'accès à la santé de toutes et tous, le développement de nouveaux espaces de dialogue social, l'amélioration des conditions salariales et de l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les Etats membres. Enfin, l'Europe se doit d'être un espace d'expression et d'épanouissement de notre jeunesse, en renforçant et en ouvrant au plus grand nombre les programmes à succès, comme Erasmus+, ou encore en multipliant des initiatives politiques comme la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

L'Europe est la condition de notre souveraineté et du développement durable face aux tumultes du siècle. Il est de notre responsabilité d'en penser l'avenir, pour garantir nos libertés et notre prospérité. C'est pourquoi, à l'occasion du second tour des élections présidentielles, nous voterons Emmanuel Macron, en ayant conscience de notre responsabilité collective pour continuer à construire et garantir, en France et avec nos partenaires une Europe des libertés et de la solidarité.



Signataires de la tribune

Michel Derdevet, Président de Confrontations Europe

Et

Lise Bachmann, Membre du Bureau de Confrontations Europe

Christophe Béguinet, Conseiller Energie de Confrontations Europe

Pervenche Berès, Administratrice de Confrontations Europe, députée européenne de 1994 à 2019

Yves Bernheim, Administrateur de Confrontations Europe

Anne Bucher, Administratrice de Confrontations Europe

Thomas Dorget, Délégué général de Confrontations Europe

Dominique Graber, Vice-Présidente de Confrontations Europe

Ghislaine Hierso, Administratrice et Secrétaire du Bureau de Confrontations Europe

Hervé Jouanjean, Vice-Président de Confrontations Europe

Christophe Lefèvre, Administrateur de Confrontations Europe, Membre du Comité Economique et Social européen

Edouard-François de Lencquesaing, Trésorier de Confrontations Europe

Jacques Maire, Vice-Président de Confrontations Europe, Député de la VIIIe circonscription des Hauts de Seine

Claire Morel, Administratrice de Confrontations Europe

Christian Pierret, Administrateur de Confrontations Europe, ancien ministre délégué à l'industrie

Stefan Seidendorf, Administrateur de Confrontations Europe

Laurent Zylberberg, Administrateur de Confrontations Europe

CONFRONTATIONS



Confrontations - Paris 29 avenue de Villiers 75017 Paris Confrontations - Bruxelles Rue du Luxembourg 19 1000 Bruxelles



communication@confrontations.org



https//:confrontations.org



@confrontations



@ConfrontationsEurope